

## L'État global

*Le gouvernement du monde* de Jean-François Bayart, Fayard, 438 p.

*Globalia* de Jean-Christophe Rufin, Gallimard, 496 p.

Julien Brault

---

Numéro 199, novembre–décembre 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/18963ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Brault, J. (2004). L'État global / *Le gouvernement du monde* de Jean-François Bayart, Fayard, 438 p. / *Globalia* de Jean-Christophe Rufin, Gallimard, 496 p. *Spirale*, (199), 52–53.

# L'ÉTAT GLOBAL

LE GOUVERNEMENT DU MONDE de Jean-François Bayart

Fayard, 438 p.

GLOBALIA de Jean-Christophe Rufin

Gallimard, 496 p.

LES PUBLICATIONS traitant de globalisation ou de mondialisation fusent de toutes parts depuis quelques décennies et plus particulièrement depuis les attentats du 11 septembre. La plupart de ces ouvrages amplifient l'étendue du phénomène et insistent sur sa nouveauté, décrivant cette globalisation soit comme un monstre, soit comme une étape vers la paix sociale, selon qu'ils sont altermondialistes ou non. Les deux ouvrages parus ces derniers mois, l'essai de Jean-François Bayart et le roman de Jean-Christophe Rufin, se démarquent de ces simplifications par leur objectivisme. Dans sa postface, Rufin écrit : « *L'essayiste a le devoir de prendre parti; à tout le moins, c'est ce qu'on attend de lui. Le romancier doit, au contraire, s'en garder.* » Pas plus l'essai que le roman ne suggère de solution concrète : l'un propose un récit vivant qui incite à la réflexion dans le cadre « *d'une démocratie poussée à la limite de ses dangers* », l'autre explique avec une rigueur et une documentation exemplaire les ressorts intimes de la globalisation en écartant toute vision manichéenne des choses.

## Utopie ou anticipation

Malgré ce qu'a pu dire Victor Hugo, les utopies d'aujourd'hui ne sont pas les réalités de demain. Qu'elle soit heureuse ou non, l'utopie est condamnée à rester dans son siècle, à le critiquer, à exacerber ses aspects pernicieux ou à le rendre caricatural. Bref, l'utopie tel qu'on l'a connue au <sup>xx</sup>e siècle et en ce début du <sup>xxi</sup>e, est plus une critique politique qu'une anticipation discursive.

*Globalia* s'insère dans la lignée de 1984 et du *Meilleur des mondes* dans la mesure où il propose une vision pernicieuse de l'évolution de la situation politique contemporaine. La société de *Globalia* est fondée sur le même principe que *Le meilleur des mondes* à la différence que l'abolition des familles est liée ici à la longévité extraordinaire de ses habitants plutôt qu'à l'élaboration des nouveaux-nés en laboratoire, que les réserves se nomment « non-zones » et que certaines différences techniques s'y font jour : le « multifonction », le recouvrement des villes par des bulles de verre, les canons à beau temps, etc. De même, *Globalia* emprunte à 1984 la tension propre à l'état de guerre qui rassemble contre un ennemi, alternativement l'Estasia et

l'Eurasia dans ce dernier, divers groupements terroristes plus ou moins existants dans la société décrite par Rufin : « *La cohésion en Globalia ne peut être assurée qu'en sensibilisant sans relâche les populations à un certain nombre de dangers : le terrorisme, bien sûr, les risques écologiques et la paupérisation. Le ciment social doit être la peur de ces trois périls et l'idée que seule la démocratie globalienne peut leur apporter un remède.* »

Les ONG, les associations caritatives, les congrégations religieuses, mais aussi les narcotrafiants, concourent à la globalisation d'une façon plus efficace encore que les grandes entreprises, dans la mesure où aucun d'entre eux ne paie les frais de douane, ni n'est soupçonné d'agir par intérêt national. Ainsi, les ONG s'installent souvent dans un pays à la suite de frappes militaires, qu'elles soient multilatérales ou non. Dans *Globalia*, cette nation omnipotente englobant la majeure partie de la terre, l'aide humanitaire dans les non-zones sert seulement à justifier sa suprématie militaire par une élévation morale équivalente. Ainsi, un pays, seul ou soutenu par une coalition, comme dans le cas de l'Irak ou du Vietnam, peut, par l'intermédiaire de frappes, ouvrir la porte à une kyrielle d'organismes à caractère transnational alors qu'il avait été jusque-là isolationniste. Malgré leur gangue de neutralité, les ONG recourent à la sous-traitance privée et agissent souvent sous l'égide inavouée d'une nation.

Quant aux narcotrafiants et aux contrebandiers, ils occupent une fonction déterminante dans la médiation de la globalisation : ils étendent la consommation par-delà les frontières, contribuent donc à l'expansion des marchés et renforcent les frontières en justifiant le déploiement d'infrastructures pour protéger ces dernières. De surcroît, leurs activités serviront éventuellement de prétexte au gouvernement en place pour abroger des libertés civiles.

## Subjectivation et États-nations

Jean-François Bayart démontre que l'État-nation n'est pas prêt de s'éteindre. La globalisation se poursuivant depuis deux siècles, il minimise l'influence d'Internet dans ce phénomène, l'avènement du télégraphe et du téléphone ayant été, selon lui, tout aussi marquant. L'ap-

port d'Internet, au même titre que celui de l'avion, du portable ou de la télévision, a contribué à une « *compression du temps et de l'espace* » et ainsi, à la globalisation.

Le transnationalisme a façonné l'État-nation tel qu'on le connaît aujourd'hui : il le précède et lui est consubstantiel. Car c'est seulement en évoluant au sein de ses homologues que l'État-nation reste possible. Les frictions, conflits, coalitions, différends juridiques et chocs culturels, tout comme l'ONU ou les Jeux olympiques, sont une condition *sine qua non* à la survie de l'État-nation. Autrefois, le peuple s'identifiait à l'oligarchie et, en temps de guerre, aux généraux triomphants; de nos jours, il s'identifie aux grands sportifs et, plus rarement, au chef d'État le représentant dans les relations diplomatiques. Dans le cadre de la globalisation contemporaine, le nationalisme relève moins d'une identification positive à des vertus ou des idéaux communs que d'un désir de différenciation. On s'identifie à un gouvernement pour se démarquer d'un autre qui est bien pire; on vote pour ce qu'un gouvernement n'est pas et non pour ce qu'il est.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'accélération de la mondialisation provoque une recrudescence du nationalisme et ne s'oppose donc d'aucune manière à la survie de l'État-nation. C'est au moment où l'accélération des migrations a atteint un sommet au début du <sup>xx</sup>e siècle que l'État-nation est apparu plus fort que jamais. Le phénomène de diaspora et de ghettoïsation des ethnies nouvellement émigrées a engendré à son tour le racisme. Et le racisme a donné jour ensuite à un nationalisme préjudiciable qui s'est exprimé sous la forme du fascisme et du nazisme.

Dans son souci de relativiser et de contester l'exagération par la démythification et l'explication méthodique, Bayart va peut-être un peu loin, et à force d'objectivisme, en vient à nier l'homogénéisation de la culture : « *Pour autant, elle [la globalisation] ne se traduit nullement en une homogénéisation des "styles de vie" alors même que les pratiques de subjectivation se mondialisent. [...] Car la réception est création, et l'unité hétérogénéité. La matière historique, sociale, culturelle retravaille ce mouvement général d'individuation d'une situation à l'autre, et l'"interaction mutuelle généralisée", loin de niveler le paysage du monde, procède, répétons-le, par*

